

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a nommé hier mardi, après consultation du Premier ministre, les membres du nouveau gouvernement que dirige le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, annonce un communiqué de la présidence de la République. «Conformément aux dispositions de l'article 79 de la Constitution, M. Abdelaziz Bouteflika, président de la République, a pris, ce jour, après consultation du Premier ministre, un décret présidentiel portant nomination des membres du gouvernement», indique le communiqué de la présidence de la République. Sont nommés Mesdames et Messieurs :

- **Abdelmalek Sellal**, Premier Ministre
- **Abdelmalek Guenaïzia**, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale
- **Dahou Ould Kablia**, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales
- **Mourad Medelci**, ministre des Affaires étrangères
- **Mohamed Charfi**, ministre de la Justice, Garde des sceaux
- **Karim Djoudi**, ministre des Finances
- **Youssef Yousfi**, ministre de l'Energie et des Mines
- **Hocine Necib**, ministre des Ressources en eau
- **Bouabdallah Ghlamallah**, ministre des Affaires religieuses et des Wakfs
- **Mohamed-Chérif Abbas**, ministre des Moudjahidine
- **Amara Benyounès**, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville
- **Amar Tou**, ministre des Transports
- **Abdelatif Baba Ahmed**, ministre de l'Education nationale
- **Rachid Benaïssa**, ministre de l'Agriculture et du Développement rural
- **Amar Ghoul**, ministre des Travaux publics
- **Souad Bendjaballah**, ministre de la Solidarité nationale et de la Famille
- **Khalida Toumi**, ministre de la Culture
- **Mustapha Benbada**, ministre du Commerce
- **Rachid Harraoubia**, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique
- **Mahmoud Khedri**, ministre des Relations avec le Parlement
- **Mohamed Mebarki**, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels
- **Abdelmadjid Tebboune**, ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme
- **Tayeb Louh**, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
- **Abdelaziz Ziari**, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière
- **Mohamed Benmeradi**, ministre du Tourisme et de l'Artisanat
- **Mohamed Tahmi**, ministre de la Jeunesse et des Sports
- **Chérif Rahmani**, ministre de l'Industrie, de la Petite et Moyenne entreprises et de la Promotion de l'investissement
- **Moussa Benhamadi**, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication
- **Sid Ahmed Ferroukhi**, ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques
- **Mohand Oussaïd Belaïd**, ministre de la Communication
- **Abdelkader Messahel**, ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé des affaires maghrébines et africaines
- **Bachir Messaïtfa**, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prospective et des statistiques
- **Belkacem Sahli**, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la communauté nationale à l'étranger
- **Dalila Boudjemaâ**, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville, chargée de l'environnement
- **Mohamed Amine Hadj Saïd**, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Tourisme et de l'Artisanat chargé du tourisme
- **Belkacem Mellah**, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de la Jeunesse.

Par ailleurs, et en application de l'article 78 de la Constitution, monsieur le président de la République a nommé Monsieur Ahmed Noui, ministre secrétaire général du gouvernement.

PUBLICITE

Clarification

La compagnie Indienne "Sun Pharma" fournit des médicaments vitaux en Algérie.

Alger le 01/09/2012, la société indienne "Sun Pharma", affirme de façon catégorique qu'elle ne vend aucun produit inacceptable en Algérie.

Récemment des articles nuisibles ont paru dans la presse Algérienne rapportant que des produits Israéliens ont été vendus par "Sun Pharma" en Algérie, ce qui est complètement faux.

"Sun Pharma" réaffirme ce qui suit:

- 1- "Sun Pharma" est une compagnie Indienne cotée sur la place boursière Indienne avec une capitalisation de 12 milliards de dollars.
- 2- "Sun Pharma" a été créée en 1983 par Mr Dilip Shangvi et sa famille qui possède encore 64% des actions de "Sun Pharma".
- 3- "Sun Pharma" a réalisé un C.A de 1.7 milliards de dollars en 2011-2012 dont 36% en Inde et 43% au USA.
- 4- "Sun Pharma", vend uniquement des médicaments vitaux en Algérie qui sont fabriqués dans une usine en Inde approuvée internationalement. Aucun des produits enregistrés, en cours d'enregistrement ou prévus à l'enregistrement ne sont et ne seront fabriqués ailleurs qu'en Inde.

GOUVERNEMENT SELLAL

Départs et réhabilitations surprise

Abdelaziz Bouteflika prend tout son monde de court en procédant à un changement gouvernemental de grande envergure avec d'énormes surprises. Vingt-quatre heures après la nomination de Abdelmalek Sellal, il rend publique la nouvelle composante d'un gouvernement où ne figurent plus les figures les plus emblématiques de ses treize années de règne !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Outre Ahmed Ouyahia, qui n'occupe plus aucun poste, Abdelaziz Belkhadem, Nouredine Yazid Zerhouni, Abdelhamid Temmar, Djamel Ould-Abbès, Hachemi Djiar, Hadi Khaldi, Saïd Barkat, tous faisant partie du cercle proche de Bouteflika, sont écartés du gouvernement. Tout comme Boubekour Benbouzid, Nouredine Moussa, Smaïl Mimoune, Abdellah Khanafou et bien d'autres ministres «inattendus». Mais à l'inverse, Bouteflika surprendra par des nominations que peu, mais alors rares les gens qui pouvaient les deviner. Ainsi va de la «réhabilitation» de Abdelaziz Ziari, l'ancien président de l'APN, qui sera compensé de son humiliante mise à l'écart, y compris du droit à se présenter aux législatives de mai dernier, en se voyant confier le ministère de la Santé. C'est presque le cas également de Mohamed Charfi qui hérite du prestigieux ministè-

re de la Justice qu'il avait occupé sous le gouvernement Benflis. Après une très longue traversée du désert, il avait été, cependant, réhabilité dans un premier temps en 2010 lorsqu'il sera nommé conseiller à la Présidence. Autre réhabilitation de taille, celle de Abdelmadjid Tebboune. Ancien wali, plusieurs fois ministre, il quitte toutefois les devants de la scène depuis 2001 pour reprendre le ministère de l'Habitat, son dernier poste gouvernemental d'ailleurs. L'autre retour au gouvernement, mais qui était prévisible, est celui du président du MPA, Amara Benyounès, désormais ministre de l'Environnement, de la Ville et de l'Aménagement du territoire. Moins attendu, un autre chef d'une nouvelle formation politique, Mohand Oussaïd Belaïd remplace Nacer Mehal au ministère de la Communication. Cela au moment où une nouvelle figure complètement inconnu jusque-là est désormais



Photo : Samir Sid

ministre de la Jeunesse et des Sports. Il s'agit de Mohamed Tahmi, un cardiologue exerçant à Tizi Ouzou. Cela au moment où le stratégique ministère de l'Education revient au désormais ex-recteur de l'université de Blida, Abdelatif Baba Ahmed. Aussi, Bouteflika procédera-t-il à la nomination de Amar Ghoul, Tayeb Louh, Amar Tou et Benhamadi à leurs postes respectifs et qu'ils occupaient avant les élections du 10 mai. Parmi les «ministres députés», seul Cherif Rahmani est nommé à un nouveau poste, celui de ministre

de l'Industrie. Quant au quota du MSP, il est ramené à un seul poste, celui de ministre du Commerce que garde Mustapha Benbada alors que Smaïl Mimoune et Smaïl Khanafou sont écartés des ministères du Tourisme et de la Pêche respectivement. A noter aussi la reconduction de Daho Ould Kablia, Abdelmalek Guenaïzia, Mourad Medelci, Rachid Benaïssa, Khalida Toumi Mahmoud Khoudri et Abdelkader Messahel dans leurs postes respectifs.

K. A.

La fin d'un clan

de «chef prospectiviste», il quitte le gouvernement sans gloire. C'est à Chakib Khelil que sera dévolu le rôle de patron du pipe à pétrole et ce qui en découle.

Celui qui avait fini par mettre en place un système de prédation à grande échelle, et sur lequel Bouteflika s'appuyait, dans ses rapports avec les Américains, sera le premier à affaiblir le clan présidentiel à travers un limogeage précipité, consécutif à des scandales sur des affaires de corruption touchant l'énergie, unique ressource du pays. L'absence de Belkhadem dans le gouvernement Sellal relève, quant à elle, d'une autre problématique. Réputé proche de Bouteflika, il fait probablement les frais d'une volonté de donner au nouveau gouvernement une dimension plus tech-

nique que politique. C'est aussi, peut-être, une manière de lui délier les mains et de lui permettre d'être plus critique à l'égard d'un Exécutif dans lequel le FLN n'est partie prenante que dans de très faibles proportions. En quittant l'Exécutif les uns après les autres, les fidèles de Bouteflika ont-ils terminé leur mission ? Le clan présidentiel qui a été dans ses meilleurs jours un instrument politique, économique et électoral redoutable ne paraît plus avoir une feuille de route conséquente. Le Président lui-même, ne donnant pas l'impression de se donner de nouvelles ambitions, a fini par mettre fin à l'existence d'un groupe devenu, sous nombre d'aspects, particulièrement encombrant.

Mokhtar Benzaki

Quel avenir pour Ouyahia ?

Sacrifié sur l'autel d'une volonté apparente d'ouverture, Ahmed Ouyahia a fini par faire les frais d'une longévité qui aura concentré sur sa personne une partie importante des critiques de la classe politique et du citoyen.

Il est probablement l'un des hommes politiques les plus mal aimés depuis l'Indépendance. Son départ du poste de Premier ministre dans des conditions connues d'un petit cercle d'initiés semble avoir été conclu en dernière minute. Deux options s'offraient au pouvoir : jouer la continuité avec une forte charge de stagnation et ainsi maintenir Ouyahia. Ou alors donner l'impression de vouloir renouveler les équipes constituant l'Exécutif et, par conséquent, sacrifier celui qui passe pour le symbole du verrouillage.

La seconde option ayant prévalu, il restera à déterminer si la protection dont il bénéficiait auprès de Bouteflika sera reconduite. En effet, le Président pourrait être tenté de n'offrir aucune alternative immédiate à son ex-Premier ministre en ne le désignant à aucun poste important de l'Etat. L'homme serait ainsi mis dans une position de vulnérabilité qui rendrait ses adversaires politiques autrement plus incisés. La contestation contre le secrétaire général du RND risque de prendre alors une toute autre envergure et donner ainsi un coup d'ar-



Photo : Samir Sid

rêt à des ambitions que l'on dit présidentielles. Par contre, si Ahmed Ouyahia se retrouvait en charge d'une responsabilité dans laquelle on pourrait voir la main obligeante du Président, il pourrait se prévaloir de cet appui pour repousser ses opposants et laisser croire que son avenir est encore devant lui. Dans les deux cas de figure, l'homme est totalement tributaire du bon vouloir de Bouteflika, qui, selon ses proches, ne dédaigne pas ce genre de situation.

M. B.